



Investir dans les populations rurales

Conseil d'administration

Cent quarante-septième session

Rome, 22 avril 2026

Discours d'ouverture du Président, Alvaro Lario

Cote du document: EB 2026/147/INF.2/Rev.1

Date: 22 avril 2026

Distribution: Publique

Original: Anglais/Arabe/Espagnol/Français

POUR INFORMATION

Excellences,

Chers invités,

Je vous souhaite la bienvenue à la cent quarante-septième session du Conseil d'administration du FIDA.

Je crois comprendre que la réunion informelle annuelle a été productive; je remercie celles et ceux d'entre vous qui ont pu y assister.

Permettez-moi aussi de souhaiter chaleureusement la bienvenue à la représentante du Royaume-Uni au Conseil d'administration, M^{me} Clare Kendall-Bohoslawec, qui vient de présenter ses pouvoirs.

Je tiens également à saluer les ambassadeurs et représentants qui participent pour la première fois au Conseil d'administration du FIDA.

Je prends bonne note du changement de coordonnateurs de la Liste A:

M. François Gautier (France) a repris les fonctions de coordonnateur, tandis que M^{me} Susann Nilsson (Suède) assume celles de coordonnatrice. Je remercie M. Jan Bade, du Royaume des Pays-Bas, pour le travail qu'il a accompli en tant que coordonnateur et, auparavant, coordonnateur de la Liste A.

Je souhaite également la bienvenue aux observateurs sans droit de parole des organismes ayant leur siège à Rome et de l'Union européenne, aux représentants du Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones au FIDA et à tous les autres délégués qui suivent nos travaux à distance ou depuis la salle d'écoute.

Permettez-moi de profiter de cette occasion pour vous présenter quelques nouveaux membres de l'équipe de direction du FIDA:

M. Andrzej Antoszkiewicz, Vice-Président adjoint responsable du Département des services institutionnels. Andrzej nous vient du Centre international Roi Abdullah Bin Abdulaziz pour le dialogue interreligieux et interculturel (KAICIID), où il était responsable des opérations. Il a auparavant occupé des postes de direction à l'OCDE, à la FIFA, à l'OSCE et à l'OTAN, et dispose d'une vaste expérience dans la supervision des fonctions essentielles de l'organisation.

M. Fernando Pons, Chef de cabinet et Directeur de la transformation. Fernando nous rejoint après avoir travaillé à la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies (CEPI), où il était responsable des opérations. Il a fait ses armes aux plus hautes instances de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et dans le secteur privé, et peut faire valoir un long parcours de transformation organisationnelle, d'opérations institutionnelles et de direction.

Je vous invite à leur souhaiter avec moi la bienvenue.

Au plan politique et financier, nous traversons une époque de profonds changements. Le conflit au Moyen-Orient réduit l'approvisionnement en carburant, en engrais et en autres produits de base essentiels. Les prix des principaux intrants agricoles ont grimpé en flèche et ne font pas mine de baisser dans les prochains mois. Une inflation des prix alimentaires est à prévoir; les conséquences en seront particulièrement graves pour les plus pauvres et les plus vulnérables.

Le FIDA a lui aussi été fondé dans une période de crise et de chocs, dans les années 1970. Aujourd'hui encore, nous évoluons dans un environnement en recomposition – du fait de tensions géopolitiques, de conflits prolongés, des chocs climatiques, du resserrement de la marge de manœuvre budgétaire et de la surveillance rapprochée dont font l'objet les institutions multilatérales. Ces forces définissent notre contexte opérationnel. Elles élargissent ou restreignent nos choix, et rendent plus délicats les arbitrages à faire alors que nous nous efforçons d'obtenir des résultats

significatifs et un véritable impact pour les communautés rurales en ces temps d'incertitude.

Cette crise met également en évidence un point crucial: au-delà des besoins humanitaires immédiats, les chocs de ce type endommagent durablement les moyens d'existence, les sols et les systèmes de production ruraux. C'est là que le mandat et l'avantage comparatif du FIDA comptent le plus: soutenir la relance, protéger les capacités de production et coordonner les efforts avec les partenaires pour renforcer la résilience, afin que les populations rurales puissent maintenir leur production alimentaire et leurs revenus, même lorsque les chocs et les risques s'intensifient.

Seule institution financière internationale exclusivement consacrée à la transformation rurale, le FIDA a un rôle distinct. Depuis près de 50 ans, nous intervenons au premier kilomètre des systèmes alimentaires, là où les risques sont les plus élevés et où les investissements sont souvent les plus limités.

La sécurité alimentaire durable, gage de stabilité, passe par une riposte mondiale plaçant en son cœur les communautés rurales. En cas de choc, les populations rurales sont les premières touchées. Et lorsque la production et les marchés ruraux sont perturbés, les effets se répercutent rapidement sur les prix, les budgets publics et les systèmes humanitaires.

Les événements récents ont mis en évidence la fragilité structurelle des systèmes alimentaires mondiaux. Ces perturbations se traduisent par une pression immédiate sur la marge de manœuvre budgétaire et les capacités humanitaires. Parallèlement, les conflits, l'instabilité, les migrations et les déplacements de population érodent en temps réel les acquis du développement. C'est précisément pour cette raison que le mandat du FIDA est essentiel: protéger les moyens d'existence productifs, soutenir les économies rurales et renforcer la résilience là où elle est le plus nécessaire.

Grâce à votre soutien, nous avons fait en sorte que le FIDA soit au rendez-vous. La transformation de l'institution, mûrement réfléchie, est venue à point nommé. Aujourd'hui, le FIDA est mieux armé pour intervenir avec rapidité, rigueur et détermination, en s'appuyant sur un modèle financier conçu pour sa résilience en conditions adverses.

Institution financière internationale au service du premier kilomètre de la chaîne agricole, nous investissons là où les besoins sont les plus grands et où l'accès aux marchés et au financement est le plus limité. Nous réunissons des partenaires et mobilisons des financements pour relier les petits producteurs et les entreprises rurales aux chaînes de valeur à des conditions équitables et transparentes.

Ce modèle fonctionne. Les projets soutenus par le FIDA permettent généralement d'augmenter les revenus des participants d'environ un tiers, tout en renforçant leur résilience.

Nous avons décentralisé nos activités pour nous rapprocher de nos clients et rapprocher la prise de décision des gouvernements et des communautés, en nous appuyant sur des capacités régionales renforcées et une plus grande rigueur dans la gestion de notre portefeuille. Nous avons renforcé notre viabilité financière et élargi notre capacité à mobiliser des fonds propres, tout en approfondissant la collaboration avec le secteur privé grâce à des outils et une expertise actualisés.

À l'aube de FIDA14, nous nous appuyerons sur les enseignements tirés de FIDA13 et affinerons encore le cap. Il demeurera essentiel que le Conseil d'administration et la direction restent en phase.

Dans ce contexte d'incertitude, le mandat et l'avantage comparatif du FIDA sont plus pertinents que jamais.

Notre réponse est de plus en plus axée sur la durabilité et la résilience à long terme. Nous investissons dans des approches agroécologiques qui permettent de rétablir la productivité tout en réduisant la dépendance à l'égard d'intrants externes fluctuants. Les investissements dans la santé et la cartographie des sols et les outils numériques aident les agriculteurs à optimiser l'utilisation des intrants, à améliorer l'efficacité de l'utilisation de l'eau et à restaurer les terres dégradées, y compris dans des conditions difficiles.

Nous avons également renforcé notre capacité à nous adapter rapidement à l'évolution des besoins. Des instruments de financement flexibles permettent au FIDA de s'adapter et de réagir en temps réel. Dans les situations de crise aiguë, nous pouvons activer le volet « Réponse aux urgences et aux catastrophes » (RED) afin de soutenir les gouvernements et de protéger les moyens d'existence en milieu rural.

De même, nous avons relancé l'Initiative de riposte à la crise, qui a fait ses preuves pendant la pandémie de COVID-19 et le conflit en Ukraine et a été accueillie favorablement par les États membres. Cette initiative apporte un soutien spécifique pour stabiliser les moyens d'existence ruraux et la production alimentaire dans des contextes de crise, ainsi que pour préserver les acquis du développement.

Enfin, je suis heureux de signaler l'accréditation du FIDA auprès du Fonds de lutte contre les pandémies, géré par la Banque mondiale. Cela renforce notre rôle à l'intersection entre le développement rural et la sécurité sanitaire mondiale, et reflète une reconnaissance croissante des liens entre les systèmes alimentaires et la résilience.

Le secteur privé est un partenaire de plus en plus essentiel dans la transformation des économies rurales. Depuis de nombreuses années, le FIDA s'appuie sur des partenariats public-privé-producteurs pour mobiliser les entreprises. Ceci, tout en veillant à ce que les petits producteurs en tirent bénéfice, grâce à l'accès aux technologies, aux marchés et à des conditions commerciales plus équitables.

Plus récemment, notre Programme de financement du secteur privé a renforcé notre capacité à déployer des capitaux catalytiques, à mobiliser des investissements privés et à atteindre des segments de l'économie rurale que les opérations souveraines ne peuvent pas soutenir directement. En réduisant les risques liés à l'investissement, nous contribuons à débloquer des financements pour les entreprises rurales et à stimuler les marchés locaux, tout en favorisant une croissance inclusive.

Ce qui distingue également le FIDA, c'est que ces investissements s'inscrivent dans des stratégies nationales, soutenant des priorités à long terme portées par les pays eux-mêmes, là où les capitaux commerciaux sont souvent absents. Aujourd'hui, environ 80% de nos projets intègrent une composante secteur privé.

Je compte sur vos orientations, lors de notre discussion stratégique, pour déterminer comment renforcer davantage la complémentarité entre financement public et privé pour approfondir notre impact et amplifier nos résultats.

Chers collègues,

Dans le contexte incertain d'aujourd'hui, l'investissement dans les systèmes alimentaires doit être pris pour ce qu'il est: un investissement dans la stabilité. Lorsque le premier kilomètre est mis à mal, le coût apparaît vite – dans les prix, dans la pression budgétaire et dans les besoins humanitaires.

Le financement multilatéral doit donc mettre davantage l'accent sur le premier kilomètre des systèmes alimentaires – en s'attaquant aux vulnérabilités structurelles et en réduisant la vulnérabilité aux chocs tels que ceux que nous venons de connaître.

Le FIDA peut soutenir cette évolution. Nous combinons une présence sur le terrain, une longue expérience de la transformation rurale et des instruments de financement pouvant être déployés avec rapidité et rigueur. En collaboration avec les États membres – pays donateurs comme pays emprunteurs –, nous pouvons contribuer à

rendre les systèmes alimentaires plus inclusifs et plus résilients pour ne plus nous laisser balloter de crise en crise.

Par un engagement commun, nous pouvons obtenir des résultats concrets à grande échelle – pour les populations rurales d’aujourd’hui et pour la stabilité dont dépendent tous les pays.

Je vous remercie de votre attention.